

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2016

PRESENTS (16) : Mmes Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, David RAYMOND, Francis VITRAS.

ABSENTS EXCUSES (2) : M. François BERNY a donné pouvoir à Mme Géraldine VIRUMBRALES. Monsieur Emmanuel MOULIN

ABSENTE (1) : Mme Odette ANCELOT.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Géraldine VIRUMBRALES.

N° 20160330-01

OBJET : VOTE DU TAUX DES TAXES 2016

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 15 mars propose de maintenir pour 2016 les taux des taxes tel que votés en 2015.

Après discussion, le Conseil Municipal décide de fixer comme suit les taux des taxes 2016 :

- Taxe d'habitation : 11,79 %
- Taxe foncière bâti : 15,87 %
- Taxe foncière non bâti : 50,46 %

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-02

OBJET : VOTE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT COLLECTIF » 2016

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », vote le budget annexe « Assainissement Collectif » 2016 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

| Libellé | DEPENSES | RECETTES |
|---------------------------|--------------|--------------|
| Section de fonctionnement | 189 096,00 € | 189 096,00 € |
| Section d'investissement | 253 383,00 € | 253 383,00 € |
| TOTAL | 442 479,00 € | 442 479,00 € |

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-03

OBJET : VOTE DU BUDGET ANNEXE « TRANSPORT SCOLAIRE » 2016

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », vote le budget annexe « Transport Scolaire » 2016 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

| Libellé | DEPENSES | RECETTES |
|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Section de fonctionnement | 10 753,00 € | 10 753,00 € |
| Section d'investissement | 6 120,00 € | 6 120,00 € |
| TOTAL | 16 873,00 € | 16 873,00 € |

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-04

OBJET : VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2016

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », vote le budget principal 2016 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

| Libellé | DEPENSES | RECETTES |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Section de fonctionnement | 2 003 913,00 € | 2 003 913,00 € |
| Section d'investissement | 677 577,00 € | 677 577,00 € |
| TOTAL | 2 681 490,00 € | 2 681 490,00 € |

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-05

OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE DE 2^{ème} CLASSE A TEMPS NON COMPLET DE 18H45MIN/35^{èmes}

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Vu le départ à la retraite d'un agent technique ;

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DECIDE

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;

- ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de 18 heures 45 minutes à compter du 1^{er} mai 2016 ;

- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

Le Maire,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-06

OBJET: SUPPRESSION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL DE 1^{ère} CLASSE A TEMPS COMPLET

Madame le Maire propose de supprimer le poste d'Adjoint technique territorial de 1^{ère} classe à temps complet qu'occupait Angélo FIORAZZO suite à son départ à la retraite.

Le conseil municipal,

- Valide la proposition de Madame le Maire ;

- L'autorise à effectuer les démarches nécessaires auprès du Comité Technique afin de solliciter son avis.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20160330-07

OBJET : DÉLIBÉRATION PORTANT SUPPRESSION ET CRÉATION D'EMPLOIS AU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006 - 1692 du 22 décembre 2006 portant un statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DÉCIDE

- la suppression au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe à 15h30 hebdomadaires et son remplacement par un poste d'adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe à 19 heures 15 minutes ;
- sollicite l'avis du comité technique ;

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20160330-08

OBJET : DÉLIBÉRATION PORTANT SUPPRESSION ET CRÉATION D'EMPLOIS AU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu les décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DÉCIDE

- la suppression au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à 19h30 hebdomadaires et son remplacement par un poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à 15h45min ;
- sollicite l'avis du comité technique ;

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20160330-09

OBJET : EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE AU LIEUDIT « RABUT »

Madame le Maire et sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel » informe que suite à une déclaration préalable, le SDEEG nous a informé que la commune devait procéder à l'extension du réseau de distribution publique d'électricité au lieudit « Rabut ».

Le devis estimatif s'élève à 5 692 € en technique aérienne et 7 724 € en technique souterraine. Cette dépense est entièrement à la charge de la commune.

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 15 mars propose au Conseil Municipal de retenir la technique aérienne.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De retenir la technique aérienne pour 5 692 € ;
- Autorise Madame le Maire à signer le devis correspondant avec le SDEEG ;
- La dépense correspondante est inscrite au budget.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0

Abstention : 0

N° 20160330-10

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN A TITRE GRATUIT ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE ET M. TARDY Christophe ET Mme BERTRAND Sylvie

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de l'accord de Monsieur Christophe TARDY et de Madame Sylvie BERTRAND de mettre à disposition à titre gratuit une partie de leur parcelle de terrain cadastrée Z0 147 sis au lieudit « Valade » dont ils sont propriétaires en vue d'implanter un abris-bus sur une surface de 4,5 m².

Le Conseil Municipal valide la convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit et autorise Madame le Maire à la signer avec Monsieur Christophe TARDY et de Madame Sylvie BERTRAND, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0

Abstention : 0

N° 20160330-11

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN A TITRE GRATUIT ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE ET L'ASSOCIATION « LES PATTES SPORTIVES »

Madame le Maire rappelle la demande du club canin « Les Pattes Sportives » (conseil municipal du 2 mars 2016) et propose de leur mettre à disposition gratuitement une surface de 660 m² du terrain communal cadastré AB 456 pour effectuer des entraînements d'agility.

Le Conseil Municipal valide la convention de mise à disposition gratuite du terrain précité et autorise Madame le Maire à signer la convention correspondante, annexée à la présente.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0

Abstention : 0

| |
|------------------------------|
| Arrivé de M. Emmanuel MOULIN |
|------------------------------|

N° 20160330-13

OBJET : MOTION SUR LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Vu la délibération du 04/11/2015 refusant la fusion des cinq communautés de communes de la Haute Gironde,

Vu la délibération du 16/12/2015 proposant une fusion des CDC à l'échelle des nouveaux cantons,

Considérant les articles parus dans la presse annonçant les choix de la CDCI du 12 février 2016 portant à quatre le nombre de communautés de communes en Haute Gironde et le rattachement de cinq communes de la CDC Latitude Nord Gironde (CCLNG) dont Saint-Christoly-de-Blaye à la CDC de Blaye,

Compte tenu de la position des élus de la commune de Saint Christoly de Blaye exprimée lors d'une réunion le dimanche 21 février en vue d'autoriser Madame le Maire à signer un courrier commun à toutes les communes de la CDC Latitude Nord Gironde demandant le maintien de son intégrité,

Compte tenu que ledit courrier accompagné d'un amendement proposé par Monsieur RENARD, vice-président de la CCLNG et membre de la CDCI, au vote du 7 mars n'a pas permis de modifier le schéma,

Compte tenu de la volonté des élus du territoire qui siègent à la CCLNG de poursuivre les recours par tous les moyens légaux possibles pour le maintien de son périmètre actuel,

Le Conseil Municipal souligne que la commune de Saint-Christoly-de-Blaye située dans le bassin de vie de Blaye a des liens forts avec les communes de la CCLNG depuis sa création et avant au sein du SIVOM :

- Pour les élèves, le collège de secteur est à Saint-Yzan-de-Soudiac.
 - Les Lacs du Moulin, bien que sur notre commune, sont gérés par la CCLNG
 - Le Centre de Loisirs, construit sur notre commune, est un équipement intercommunal.
 - Notre bibliothèque participe au réseau des 6 bibliothèques de la CDC.
 - De nombreux services ont été mis en place : la commune a recours au groupement de commande des travaux de voirie et au service d'aide alimentaire.
- Les habitants peuvent bénéficier de l'offre du CIAS pour la téléassistance, le portage de repas à domicile et les petits travaux à domicile à des tarifs très compétitifs.
- Les professionnels de santé de notre nouveau Centre de Soins adhèrent pour la plupart au pôle de santé pluridisciplinaire de Saint Savin qui regroupent tous les cabinets médicaux de la CCLNG et bénéficient de la coordination du CIAS.
 - Des associations communales sont très inquiètes quant aux conséquences du nouveau schéma en terme d'accès aux locaux et financements intercommunaux.

A ce jour, les élus ne peuvent pas évaluer avec précision les risques en matière de fiscalité.

Le conseil Municipal de Saint-Christoly de Blaye soutient les démarches du Président de la Communauté des Communes Latitude Nord Gironde et demande le maintien de la commune dans la CCLNG, en attendant de devoir se prononcer par délibération sur la proposition du préfet.

VOTE :

Pour : 9 (Mmes BELLUE, BERLEMONT, BILLIER, FIORAZZO, MM. CADUSSEAU, GOUDONNET, MACEIRA, MOULIN, RAYMOND)

Contre : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)

Abstentions : 8 (Mmes BAUDE, PICQ, VIRUMBRALES, MM. BERLINGER, BERNY, DEBET, GRIMEE, VITRAS)

QUESTIONS DIVERSES

Affiché le 4 avril 2016